

Séville (Espagne)

# Le partenariat comme élément de sécurité et de progrès



De notre envoyé spécial Tahar Mohamed Al Anouar

Le dialogue OTAN-pays méditerranéens s'est invité à Séville autour d'un déjeuner informel ayant regroupé les délégations des deux parties. C'est un dialogue qui fournit une série d'options et d'occasions relève le secrétaire général de l'OTAN, M. Scheffer. Ce dialogue a besoin aujourd'hui de passer à une autre étape soulignent à cet égard les responsables de l'Alliance. Cette étape a d'ailleurs été abordée lors du Sommet de Riga en novembre dernier à travers un certain nombre d'options notamment en matière de formation, dont on estime qu'elle constitue un levier pour l'avenir du dialogue et pour sa pérennité. Il est important que le dialogue se déroule à un niveau politique et se construise dans ce cadre, d'où l'importance qui est attachée aux rencontres entre les deux parties dont on rappelle la régularité et les avancées. Séville constitue donc une étape supplémentaire dans la poursuite des objectifs précédemment définis. On parle d'un côté comme de l'autre de relations de confiance comme pour rappeler la sérénité dans les rapports. Même l'absence de responsables militaires à Séville

remplacés comme ce fut le cas pour l'Algérie par un diplomate, en la personne de l'ambassadeur de notre pays à Madrid, ne semble pas troubler la sérénité de ces rapports. Il ne faut pas voir dans le niveau de représentation à Séville, un signe de désaffection rappellent les responsables de l'OTAN dans leurs interventions publiques à Séville qui voient dans la régularité des rencontres, un signe positif. Aucun manque de volonté n'a jamais été remarqué soulignent-ils encore. La relation s'approfondit même. Le Sommet de Riga a été vu comme un moment fort dans l'enrichissement de ce dialogue que semble pouvoir confirmer la réunion ministérielle de Séville.

A Riga, le secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hopp Scheffer avait déjà relevé que c'est la préservation des éléments du cadre de partenariat qu'il fallait préserver. Ces éléments fonctionnent déjà correctement; il faut à présent leur conférer plus d'intérêt. Au total, ce qui est recherché, c'est bien la consolidation du dialogue.

L'idée d'une initiative de formation de l'OTAN pour la région discutée à Riga fait dans cet esprit,

son chemin. Elle suscite un soutien et un intérêt généralisés. Pour le premier responsable de l'Alliance, cette initiative se focalise sur un domaine où l'OTAN jouit d'une expertise sans égale. La formation se trouve être la clé de voûte qui donnera au dialogue toute sa vitalité. L'idée d'une Académie pour le Proche-Orient qui devrait rayonner sur l'ensemble des pays du dialogue est au centre des initiatives en matière de formation. Le dialogue doit passer à présent de la coopération militaire, c'est la volonté affichée par les deux parties, à une série d'autres domaines comme la sécurité énergétique, la lutte contre la dégradation de l'environnement, le cadre plus global du domaine scientifique.

La coopération sur le plan militaire est déjà effective sur le terrain. L'Algérie, il faut le rappeler y joue un rôle important en matière de lutte antiterroriste notamment, dans le partage du renseignement, la lutte contre le blanchiment d'argent, le démantèlement de réseaux terroristes. Riga a donné un élan supplémentaire à cette coopération en la transposant dans d'autres domaines tout aussi vitaux à notre

époque, la formation est de ceux-là.

Séville a été chargée de trouver les voies et les moyens pour traduire cette volonté d'aller de l'avant. Il nous faut être pratiques relèvent les responsables de l'Alliance. C'est à travers des règles d'engagement qui consistent à mettre en place des politiques efficaces à long terme, cohérentes aussi qui correspondent aux conditions locales, que l'on peut aller de l'avant, estiment les responsables de l'Alliance. Les deux parties se disent totalement impliquées dans ce processus. Au total, le partenariat OTAN-pays méditerranéens qui a été souvent qualifié de stratégique, intéresse des régions, elles-mêmes stratégiquement importantes en raison pour la plupart d'entre eux de ressources énergétiques considérables et une position géographique déterminante. L'intérêt pour la promotion de ce partenariat n'est pas fortuit pour une Alliance confrontée à une mondialisation des problèmes sécuritaires. Le concept de sécurité implique de plus en plus un monde étroitement lié au niveau des pays pour faire face aux menaces.

T. M. A.

## L'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne résistent à la pression des Etats-Unis

La presse écrite espagnole a souligné hier le "non" de la plupart des pays européens à augmenter leurs troupes déployées en Afghanistan, lors de la réunion informelle de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui s'est tenue les 8 et 9 février à Séville (sud de l'Espagne).

L'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne ont résisté à la pression des Etats-Unis et ont répété de nouveau qu'ils n'envoieront pas plus de soldats en Afghanistan, assurant cependant qu'ils maintiendront leur présence dans ce pays le "temps nécessaire", écrit le quotidien *El Mundo*.

Ces quatre pays considèrent que "l'objectif de reconstruction" de l'Afghanistan "prime" sur celui de la "lutte contre le terrorisme", a ajouté ce journal.

Selon *El Pais*, la demande des Etats-Unis de renforcer la mission de l'OTAN dans le pays asiatique a reçu un "accueil courtois mais froid".

Le quotidien barcelonais *El Periodico* a, pour sa part, mis en relief des déclarations des ministres espagnol et allemand de la Défense, José Antonio Alonso et Franz Josef Jung, selon qui l'effort allié en Afghanistan doit être "centré sur le développement et la reconstruction, l'unique moyen d'assurer la stabilité du pays à long terme".

"La réunion des ministres de la défense de l'OTAN à Séville a mis en évidence, une fois de plus, que les Etats-Unis ne parviennent pas convaincre leurs alliés européens de la nécessité d'augmenter les troupes déployés en Afghanistan", a estimé de son côté le journal catalan *La Vanguardia*.

Le nouveau commandant en chef allié en Europe, le général Bantz Craddock, a demandé jeudi à Séville l'envoi de deux bataillons supplémentaires.

Les effectifs de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf), sous commandement de l'Otan, en Afghanistan sont actuellement de 35.000 hommes.

Ce chiffre devrait être porté en avril prochain à 37.000 grâce à des renforts promis par le Royaume-Uni et la Pologne.

## Renforcement des troupes de l'Alliance en Aghanistan L'Afghanistan et le reste

### Des pays européens se sont montrés sceptiques face à la demande du commandement militaire de l'OTAN qui a réclamé plus de troupes et de matériel pour neutraliser les talibans.

Comme attendu, la réunion des ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN a réservé à la situation en Afghanistan, une large place durant ses travaux.

En dépit de la gravité de la situation qui prévaut sur le terrain, les responsables de l'OTAN qui ne semblent pas partager l'idée que se font chancelleries et observateurs politiques sur la véritable nature de la situation, conservent une bonne dose d'optimisme. Le secrétaire général de l'OTAN parle d'un processus qui continue et le secrétaire d'Etat américain à la Défense, le Dr Robert M. Gates, évoque un accord parmi les pays membres afin de renforcer les effectifs présents sur le terrain, ce qui n'était plutôt pas le cas ces derniers mois si l'on se réfère aux divergences qui ont pu exister parmi les pays présents sur le terrain, divergences qui ont été de nature à freiner l'action sur le terrain et occasionner des difficultés importantes aux troupes de l'OTAN. Le secrétaire général de l'Alliance a

parlé de la présence de 5.000 hommes supplémentaires sur le terrain depuis le récent sommet de Riga en fin d'année dernière.

Lors de la session ministérielle de Séville, plusieurs pays ont fait des offres relève le premier responsable de l'Alliance qui évoque les résultats satisfaisants enregistrés par l'OTAN à ce jour en Afghanistan.

La solution selon l'avis de M. Scheffer ne peut être exclusivement de type militaire, mais plutôt d'une combinaison de moyens, dont les moyens économiques ne sont pas absents. Le secrétaire d'Etat américain à la Défense a confirmé pour le compte de son pays cette démarche puisque l'apport américain est militaire dans le cadre de l'OTAN mais aussi économique.

Pour les pays membres de l'OTAN, en dépit de la menace des Talibans, l'Afghanistan n'est plus dans le cas de figure où le terrorisme causait énormément de dégâts. L'effort n'est cependant pas terminée estimer-t-il. Cela étant, on pense dans les milieux de l'Alliance que

cette dernière n'a pas l'exclusivité de l'action en Afghanistan où elle agit, rappellent les stratégies de l'OTAN, sous mandat de l'ONU.

Les responsables de l'Alliance en s'exprimant sur d'autres dossiers qui tiennent le haut rang dans l'actualité internationale pensent concernant la situation au Proche-Orient, que l'Alliance ne se désintéresse pas de ce qui s'y passe mais affirment que personne n'a demandé à l'Alliance de s'impliquer, ce qu'elle n'a d'ailleurs pas l'intention de le faire. C'est en tout cas une question qui n'est pas à l'ordre du jour est-il rappelé. Même réaction du SG de l'OTAN à propos de l'Iran, pour lequel M. Scheffer relève que l'Alliance ne joue pas un rôle sur ce dossier, ce qui ne veut pas dire que celui-ci lui est indifférent, mais l'Alliance préfère s'en remettre à d'autres forces. Réaction importante du ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Waler Steinmeir, dont le pays assume la présidence de l'Union européenne, qui a jugé en s'exprimant à l'occa-

sion de la tenue de la session ministérielle de l'OTAN, qu'il manque un large dialogue stratégique entre l'OTAN et l'Union européenne, dialogue qui sera selon le chef de la diplomatie allemande, dans l'agenda de la conférence sur la sécurité qui se tiendra à Munich. Pour le ministre allemand, la coopération entre OTAN et Union européenne se passe bien sûr des actions ponctuelles que ce soit en Bosnie-Herzégovine ou au Darfour, mais il manque un large dialogue stratégique sur nos missions communes en matière de sécurité qui en appelle à un vrai partenariat entre les deux organisations. Toutes deux ont une place légitime, elles ne sont pas concurrentes mais complémentaires, conclut le ministre allemand.

Il faut savoir que le dossier OTAN-UE occupe régulièrement l'agenda des sessions et sommets de l'Alliance, où la question de la force de défense européenne n'a jamais fait l'unanimité entre les membres de l'organisation.

T. M. A.

## Un tour de table extrêmement profitable

Le déjeuner informel entre les ministres de la Défense de l'OTAN et les représentants des pays du dialogue s'est déroulé dans de très bonnes conditions, estiment les responsables de l'OTAN qui parlent même de succès. Le tour de table qui a suivi le début du déjeuner a permis de dresser le bilan de ce qui s'est fait jusqu'à présent en matière de dialogue et les étapes franchies. Il y a eu Bruxelles avec la réunion des ministres des Affaires étrangères, Faormina avec les ministres de la Défense, Rabat, avec la réunion du conseil de l'Atlantique. D'ici à la fin 2007, d'autres rencontres sont programmées. L'évaluation des actions entreprises a donné 100 actions en 2004, 200

en 2005, 400 en 2006. Il est prévu pour 2007, la concrétisation de 600 actions. Les initiatives concernent les volets de la formation, la logistique, les plans civils d'urgence. Lors du déjeuner a été évoquée également la mise sur pied d'initiatives pour la paix. Mais la grande initiative va aujourd'hui à l'ouverture d'une faculté pour la région du Moyen-Orient et celle du Maghreb qui sera ouverte au collège de l'OTAN à Rome. Devraient intervenir dans le cadre de cette faculté des académiciens des pays membres de l'OTAN et des pays du dialogue. Cette ouverture de la faculté pour le Moyen-Orient est souhaitée pour cette année.

Il y a aussi l'autre initiative qui concerne l'ouverture d'un centre de formation au Moyen-Orient. Une étude de

faisabilité devrait être réalisée dans ce domaine.

Les pays du dialogue méditerranéen ont souhaité s'inscrire enfin dans le cadre de programmes individualisés, dont le seul a été signé jusqu'à présent avec Israël. S'agissant du centre de formation, c'est autour d'un programme concernant les exercices militaires, les entraînements, la logistique que devrait s'ordonner l'activité de ce centre.

On rappellera que la délégation algérienne était présidée par l'ambassadeur d'Algérie à Madrid, M. Hannache. Le rôle de l'Algérie dans le cadre du dialogue a été une nouvelle fois signalé par le secrétaire général de l'OTAN lors de ses interventions publiques.

T. M. A.

## Rencontre de Dakar Précision du ministère de la Défense nationale

Dans leurs éditions du jeudi 8 février 2007, des titres de la presse nationale ont fait état d'une rencontre organisée par le commandement des forces américaines en Europe dans la capitale sénégalaise Dakar, avec la participation des chefs d'états-majors de neuf pays du Maghreb arabe et du Sahel (dont l'Algérie), dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans la région.

A cet effet, le ministère de la Défense nationale précise que le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire n'a pas pris part à cette rencontre à laquelle notre pays a été représenté par un cadre supérieur de l'état-major/ANP.